



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Des millions dans la rue contre le terrorisme et le racisme, Pour la démocratie et nos droits, Non à l'union nationale, non aux lois sécuritaires !

L'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo puis la prise d'otages antisémite Porte de Vincennes sont des actes de pur terrorisme. Les millions de personnes dans les rues ce week-end ont exprimé d'abord leur inquiétude, leur tristesse et l'attachement à la liberté d'expression. La plupart ont aussi exprimé le refus de se laisser entraîner dans la spirale de la stigmatisation. Au-delà des motivations différentes, parfois contradictoires qui ont animé les millions de manifestants de 10 et 11 janvier, le refus de l'emballement raciste était bel et bien présent.

Contre l'union nationale derrière les « saigneurs du monde »

Le NPA a appelé et participé à des manifestations dans plusieurs villes mais ne s'est pas associé à la «*marche républicaine*» convoquée dimanche 11 à Paris par le gouvernement. Nous avons refusé, avec d'autres, l'instrumentalisation et la manipulation orchestrée par Hollande et Valls, associés à Sarkozy et l'UMP, dans une union nationale construite pour tenter de faire croire à des intérêts communs entre ceux d'en haut et ceux qui subissent leur politique.

A l'union nationale s'ajoutait l'union internationale. Tous les « saigneurs du monde » s'étaient donné rendez-vous pour défiler aux côtés de Hollande, Valls et Sarkozy : Netanyahu, le premier ministre hongrois populiste et xénophobe Orban, le représentant de Poutine qui emprisonne et tue des journalistes, des dictateurs africains comme Ali Bongo, du premier ministre truc qui a longtemps soutenu Daesh face aux Kurdes, les premiers ministres britannique, espagnol, italien et grec, tous grands champions de l'austérité et des politiques racistes...

Cette mise en scène pourrait simplement donner envie de vomir. Mais elle illustre au niveau national comme au niveau international la volonté des gouvernants de préparer le terrain à de nouvelles guerres, à de nouvelles attaques contre les libertés individuelles et collectives et contre les droits démocratiques. Valls parle d'une «*guerre contre le terrorisme*», Péresse réclame un «*Patriot Act*» et Sarkozy évoque «*une guerre déclarée à la civilisation*».

Pour la solidarité entre les travailleurs et les peuples

Nombreux sont les manifestantEs qui sont descendus dans la rue malgré les organisateurs de cette manipulation ; d'autres ont refusé d'obéir à l'injonction de communion nationale. Les unEs et les autres doivent désormais se mobiliser ensemble contre toutes les mesures liberticides, sécuritaires et contre les opérations guerrières. Nous mobiliser aussi pour nos droits, en particulier contre la loi Macron.

C'est la seule façon de ne pas laisser l'initiative au gouvernement et aux forces réactionnaires, au FN parce qu'il y a fort à craindre qu'en bout de course ce soit lui qui sorte renforcé. La course de vitesse engagée depuis longtemps déjà entre la catastrophe sociale et politique produite par la guerre de classe menée par les capitalistes d'une part et les capacités de résistances des exploitésEs et des opprimésEs d'autre part, s'accélère brutalement. Le pire est possible.

C'est pourquoi le NPA tentera de prendre des initiatives unitaires le plus largement possible contre le racisme et contre la politique du gouvernement. Il est urgent que les salariés, la jeunesse, les classes populaires, s'expriment de façon indépendante de tous ceux qui mènent une guerre sociale et impérialiste contre les travailleurs

www.npafranchecomte.org

Pour prendre contact :
npa.montbeliard@laposte.net

Pour les patrons, tout est bon dans le Macron !

Le projet de loi «sur la croissance et l'activité» présenté par le ministre-banquier Macron est une arme de destruction massive contre les droits des travailleurs.

Sont notamment prévues:

- **Le travail du dimanche** : multiplication des zones commerciales et création des zones touristiques internationales, qui donneraient aux patrons le droit de faire travailler les salariés tous les dimanches, sans contre partie fixée par la loi. Dans les zones touristiques, le travail de nuit ne commencerait plus à 21 heures mais à minuit!

- **Prud'hommes** : les juges élus, suspects de rendre trop de décisions favorables aux salariés, ne seraient plus que des assesseurs de peu de poids face aux juges professionnels. Le projet introduit également des procédures de règlement «à l'amiable» des litiges entre patrons et salariés, en dehors des conseils des prud'hommes. Le gouvernement avance un peu plus dans la remise en cause du fondement même du droit du travail: l'existence d'un rapport de subordination inégal entre le patron et son salarié.

- **Inspection du travail** : elle serait encore affaiblie (son indépendance a déjà été remise en cause et ses effectifs diminués de 10% avec la réforme Sapin en 2014). Les patrons échapperaient désormais aux juges puisque la plupart des sanctions prévues par le code du travail seraient transformées en amendes administratives, prononcées ou non par des directeurs aux ordres du ministre.

Pour les délits concernant le droit syndical, les peines d'emprisonnement seraient supprimées...

- **Licenciements économiques** : tout un arsenal de mesures vise à les faciliter en accélérant les procédures et en évitant aux grands groupes de mettre la main à la poche lorsqu'ils ferment une de leurs filiales.

- **Aéroports** : après celui de Toulouse, privatisation des aéroports de Nice et de Lyon afin que les capitalistes tirent profit de ces juteux monopoles.

Pour infliger une défaite au gouvernement PS-Medef, il n'y a qu'une solution : nous mobiliser ! Pour le NPA, l'objectif même du projet Macron est inacceptable. Contre toute logique d'«amendement» de ce projet, le NPA défend la revendication de son retrait net et clair.

Incredible ces millions de gens qui marchent avec nous !

Heureusement que la loi sur le travail du dimanche n'est pas encore votée, il y aurait eu moins de monde...



Varin, nouveau PDG d'Areva, attaque la coordination antinucléaire Sud-Est. Solidarité !

Alors que l'ex-patron de PSA, Philippe Varin, vient d'être intronisé nouveau PDG d'Areva en ce début janvier, il inaugure sa fonction en portant plainte le 6 janvier contre la Coordination antinucléaire du Sud-Est pour un article publié sur son site internet... le 27 juillet 2014.

Il faut dire que Monsieur Varin a sans doute besoin d'argent, lui qui a dû renoncer, sous la pression de l'opinion publique, en novembre 2013, à une retraite chapeau de 21 millions d'euros et alors qu'AREVA a perdu plus de la moitié de sa valeur en bourse en un an.

Que disait l'article incriminé ? Simplement que, dans la vallée du Rhône, de nombreux élus locaux de droite comme de gauche ou écologistes d'EELV renonçaient à protéger leur administrés d'un accident nucléaire pour pouvoir continuer à bénéficier des largesses de l'industrie nucléaire et en particulier d'AREVA.

On était « Charlie » dimanche à Areva, mais pour M. Varin la liberté de la presse et des associations a des limites dès qu'on touche aux déchets radioactifs et aux usines classées Seveso du groupe nucléaire.

Le NPA soutient donc sans ambiguïté la Coordination Antinucléaire Sud-Est.